



Westminster & City News

NUMÉRO 43

Du 16 novembre au 22 novembre 2018

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

Les finances publiques se détériorent temporairement en octobre – Après avoir [enregistré](#) le déficit public annuel le plus faible en 11 ans en 2017-18 à 39,4 Md£, le gouvernement a continué d'afficher de bonnes performances budgétaires sur les six premiers mois de 2018-19 (de avril à septembre 2018) avec un déficit de 17,8 Md£, au plus bas niveau depuis 2002 sur cette période. Le déficit sur le seul mois d'octobre a atteint 8,8 Md£, ce qui ne semble pas conforme avec la nouvelle trajectoire budgétaire proposée par l'OBR (25,5 Md£ de déficit sur l'année 2018-19) sur laquelle Ph. Hammond s'est fondé dans l'annonce de son *Budget* 2018. Toutefois, cette détérioration mensuelle des finances publiques est essentiellement associée à une hausse probablement temporaire du paiement d'intérêts, des recettes plus faibles que prévu et d'autres composantes volatiles. Les mesures du *Budget* 2018 prévues pour l'an prochain ne devraient pas être affectées par cette détérioration. La dette nette du secteur public a été de 84 % du PIB en octobre, soit 2,7 pt de moins qu'un an auparavant.

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

Réduire les inégalités géographiques de santé permettrait d'accroître la productivité – D'après un [rapport](#) de la *Northern Health Science Alliance* (NHSA), une organisation regroupant les principaux hôpitaux et universités du nord de l'Angleterre, la suppression des inégalités de santé entre le nord et le sud de l'Angleterre permettrait d'injecter 13,2 Md£ supplémentaires par an dans l'économie *via* des gains de productivité. En effet, l'étude nous indique que 30 % de l'écart de productivité entre les régions du nord (Nord Ouest, Yorkshire et Humberside et le Nord Est) et celles du reste de l'Angleterre – soit 28£ par heure travaillée contre 32£ – serait lié à l'écart de niveau de santé. L'espérance de vie serait en moyenne plus faible de deux ans au nord de l'Angleterre. Pour combler ces écarts le NHSA recommande une augmentation des financements pour le NHS dans le nord (en particulier pour la prévention et la recherche), plus de moyens pour les centres médicaux décentralisés et d'améliorer l'intégration professionnelle des individus atteints de problèmes de santé.

Les écarts inter-régionaux de VAB se sont accrus depuis le referendum sur le Brexit – Les disparités de croissance entre les économies du nord et du sud de l'Angleterre auraient crû depuis le vote de sortie de l'UE, selon un [rapport](#) du centre de recherche indépendant *Economic Statistics Centre of Excellence* publié le 19 novembre. À titre d'exemple, la croissance de l'économie londonienne depuis le referendum, ajustée de l'inflation, a été d'environ 5 %, contre 1,3 % dans le nord-est de l'Angleterre. La région du nord-est de l'Angleterre est par ailleurs entrée en récession au T3 2018, après deux trimestres consécutifs de contraction de son économie. Selon le rapport, les écarts nord-sud pourraient encore davantage se creuser dans les années à venir, dans ma mesure où l'industrie, qui risque le plus de pâtir de la probable contraction des échanges commerciaux, est principalement concentrée dans le nord du pays.

BREXIT

D'anciennes personnalités de la City appellent à un 2nd referendum en cas d'échec de l'accord de retrait – Plus de 50 représentants de la finance, des affaires et de la politique du panel FT City Network considèrent que le Brexit a été mal expliqué au peuple britannique et qu'un second vote est crucial si le projet d'accord de retrait ne parvenait pas à obtenir le soutien du Parlement. Alex Wilmot-Sitwell, ancien directeur européen de Bank of America Merrill Lynch, a déclaré que tout devrait être mis en œuvre pour obtenir le soutien parlementaire à l'accord mais qu'il y avait de « bonnes raisons pour un nouveau vote public en cas d'échec ». Parmi les autres personnalités qui se sont prononcées en faveur d'un second vote figure Mervyn Davies, ancien président de Standard Chartered, qui a souligné que « les citoyens qui ont voté lors du référendum n'ont pas voté pour le chaos politique et la ruine de l'avenir économique du Royaume-Uni ». Officiellement, la City s'est félicitée du principe d'équivalence reconnu dans le projet d'accord pour les services financiers.

La LSE va transférer une partie de la négociation de ses obligations souveraines à Milan – Une partie de la plateforme de négociation électronique d'obligations souveraines de la *London Stock Exchange*, MTS Cash, qui traite en moyenne 13,4 Md €/jour (11,9 Md £), devrait être transférée en Italie en prévision de la sortie du RU de l'UE. Cette mesure permettrait aux transactions transfrontalières de ne pas être affectées par une éventuelle sortie sans accord. MTS Cash, qui a vu le jour sous la forme d'un partenariat entre la Banque d'Italie et le Trésor italien pour permettre aux banques de souscrire à des obligations, a été acquise par la LSE lors de l'acquisition de la Bourse italienne en 2007. Les obligations du gouvernement britannique seront toujours négociées par l'intermédiaire de la branche londonienne de MTS, mais toutes les transactions européennes seront transférées à Milan. Le transfert pourrait entrer en vigueur au 1^{er} mars 2019.

RÉGLEMENTATION FINANCIÈRE

La FCA va plafonner les frais applicables aux opérations de locations avec options d'achat – Ces opérations utilisées par des clients vulnérables qui n'ont pas accès à d'autres formes de crédit ont été critiquées pour le montant des frais et taux d'intérêt qui leur sont appliqués par les commerçants. Selon les nouvelles règles proposées par la FCA et qui doivent entrer en vigueur en avril 2019, les sociétés ne pourront appliquer plus de 100% d'intérêt par produit et leur prix devra être fixé en fonction du prix pratiqué par trois autres concurrents. Les clients auront par ailleurs droit à une période de réflexion de deux jours à la suite de la souscription de leur contrat. Si les associations de consommateurs se sont félicitées de cette mesure, certains membres de l'industrie craignent que des mesures trop restrictives limitent l'offre de crédit et rendent les clients en difficulté encore plus vulnérables. La FCA a indiqué qu'elle travaillerait avec le gouvernement et les associations pour faciliter une offre de crédit moins coûteuse via des coopératives de crédit ou des organismes de financement communautaire.

BANQUES ET MARCHÉS FINANCIERS

L'autorité de la concurrence enquête sur des pratiques anti-concurrentielles sur le marché obligataire – La CMA n'a pour l'instant pas donné plus de détails sur la nature exacte de son enquête et la *Financial Conduct Authority* qui est, en principe, compétente pour les sujets d'infractions aux règles de la concurrence n'a pas souhaité s'exprimer. Néanmoins, les analystes prennent cette annonce au sérieux alors que le président de la CMA, Andrew Tiry, est connu pour ses positions très fermes quant aux pratiques des institutions financières lorsqu'il était président du *Treasury Committee* du Parlement. Il a pris ses fonctions en juin 2018 dans un contexte où cette dernière était mise sous pression pour opérer plus de contrôles, en particulier dans le contexte du Brexit.

FINTECH

Les banques hésitent à investir dans une expertise crypto en l'absence de cadre réglementaire – Une étude de Financial News révèle que les relations entre monde bancaire et crypto restent hésitantes. Alors que les banques s'intéressent de plus en plus à la technologie *blockchain*, elles seraient réticentes à embaucher des experts Fintech à proprement parler. Sur les 750 000 personnes travaillant dans le secteur des services financiers au RU, seules 600 personnes seraient impliquées dans le domaine des cryptoactifs et le seraient soit en tant que consultant indépendant soit au sein de start-ups. Pour les analystes, cette position des banques s'expliqueraient principalement par l'absence d'une réglementation claire et par les alertes émises par la Banque d'Angleterre au mois de juin 2018 quant aux

risques liés aux investissements en matière de crypto. Ces éléments rendraient la City sceptique au sujet de l'avenir des monnaies virtuelles.

La FCA annonce de nouvelles mesures suite aux conclusions de la Task force sur les cryptoactifs – Cette Task force de la FCA, du Trésor et de la BoE avait pour mission d'étudier l'impact des cryptoactifs et des registres distribués décentralisés (*blockchain*) sur les services financiers. Le [rapport](#) avait confirmé le caractère évolutif des cryptoactifs passés du simple Bitcoin en 2008 à plus de 2 000 cryptoactifs différents aujourd'hui ainsi que l'intérêt que présentent ces techniques en matière d'innovation mais aussi les risques pour les consommateurs, l'intégrité du marché et de criminalité financière. Sur ce fondement, la FCA va établir un document d'orientation sur le périmètre des cryptoactifs soumis à la réglementation financière et consultera sur la nécessité de l'étendre ou de la réviser. Le RU va également transposer la directive européenne anti-blanchiment en allant même plus loin sur la lutte contre la criminalité financière. Enfin, le Trésor s'interrogera sur la nécessité de réguler les « jetons d'échange » qui présentent, selon la Task force, de nouveaux défis à la réglementation financière classique.

AUDIT

Le FRC lance une enquête sur l'audit de Pâtisserie Valerie par Grant Thornton – Le régulateur comptable britannique a [annoncé](#) le 21 novembre avoir ouvert une enquête sur l'audit de la chaîne de salons de thé britannique Pâtisserie Valerie par le cabinet Grant Thornton. Le groupe, qui avait frôlé la faillite le mois dernier après la découverte d'irrégularités comptables majeures, avait par la suite publié un communiqué annonçant les démissions du président et du directeur financier de la chaîne. Deux enquêtes parallèles sont déjà en cours, une du comité directeur du groupe et une du parquet financier britannique. L'ouverture de l'enquête du FRC, qui concerne les exercices 2015, 2016 et 2017 de Pâtisserie Valerie, intervient à un moment critique pour Grant Thornton, en pleine période de transition après la [démission](#) de la directrice de l'entité britannique du cabinet Sacha Romanovitch le mois dernier.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Marianne Carrubba, Robin Fournier, Louis Martin
et Laura Guenancia

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 22 novembre 2018